sur la *muwaššaḥ* andalouse (forme poétique strophique non conforme au modèle classique de la *qaṣīda,* dont les strophes, en arabe littéraire, se terminent par une « chute » ou « envoi » — *ḫarǧa* — en langue dialectale, arabe ou éventuellement romane); dans ces importantes contributions au problème extrêmement controversé de la poésie andalouse non classique, Latham critique avec vigueur la thèse traditionnelle d'une origine indigène de la métrique des *muwaššaḥ,* défendue en particulier par E. Garcia Gomez et J.T. Monroe. Il s'agit d'une question difficile, où le profane a quelque peine à suivre le détail de la discussion, mais dont la portée, comme le souligne l'auteur lui-même, dépasse de beaucoup un point d'érudition pour concerner le problème, passionnément débattu dans l'historiographie hispano-musulmane, des fondements hispaniques ou orientaux de la civilisation andalouse.

On notera enfin, parmi les contributions concernant une source arabe, un utile commentaire du *Kitāb mustawdaʿ al-ʿalāma* d'Ibn al-Aḥmar, auteur que son origine familiale rattachait aux Banū'l-Aḥmar (ou Naṣrides) de Grenade, mais qui vécut dans l'entourage des souverains mérinides de Fès, où il composa ce recueil qui, en dépit de sa médiocrité d'ensemble, n'en apporte pas moins des précisions intéressantes sur l'institution du « secrétariat du paraphe » (*kitāba al-ʿalāma*) dans les chancelleries des gouvernements islamiques occidentaux du XIVe siècle.

Quelques corrections et mises à jour en appendice, et un index général complètent cette utile publication.

Pierre GUICHARD
(Université de Lyon II)

Mohamed KABLY, *Société, pouvoir et religion au Maroc à la fin du Moyen Age.* Paris, Maisonneuve et Larose, 1986. 15,5 × 24 cm., XXXI + 370 p.

Il ne fait aucun doute que la thèse de Mohamed Kably, préfacée par Claude Cahen, est un ouvrage important pour la connaissance du Maroc médiéval. On peut même penser qu'elle marque une étape fondamentale de l'historiographie maghrébine. Un regret toutefois : ce livre passionnant pour qui s'intéresse à l'Occident musulman risque d'être moins lu qu'il ne le mériterait en raison de la densité d'un style dont l'abstraction frise parfois l'obscurité (p. 234, par exemple : « Interférant avec l'autre multidomination dynastique rivalisante, ce phénomène (il s'agit de la ' consécration progressive du territoire '!) devait survivre aux différents investissements d'hégémonie étatique ») ... Cette difficulté d'accès est aggravée par la complexité historique même de l'époque étudiée, celle de la dynastie mérinide de Fès (dite aussi « mérinido-waṭṭāside »), de la conquête de cette capitale sur les Almohades aux environs de 1250 à l'exécution du dernier souverain de la dynastie, ʿAbd al-Ḥaqq b. Abī Saʿīd, en 1465. Dans sa volonté de fournir une interprétation « globalisante » des événements, l'auteur laisse parfois le lecteur quelque peu désarmé face à l'enchevêtrement des pouvoirs opposés ou superposés, dans un jeu politique, à la fois symbolique, militaire et diplomatique subtil où interviennent encore les califes almohades de Marrakech jusqu'à la conquête de la ville par les Mérinides en 1269, les nouveaux émirs zayyānides (ou abdelwādides) de Tlemcen, le plus lointain émirat,

BCAI 5 (1988) M. Kably: Société, pouvoir et religion au Maroc à la fin du Moyen Âge, recensé par P. Guichard
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

puis califat (après 1253) ḥafṣide de Tunis, compliqué à plusieurs reprises par l'apparition d'un pouvoir concurrent à Bougie, la ville de Ceuta pratiquement indépendante sous les ʿAzafides jusqu'en 1328, ainsi que l'obsédante présence, vassale ou dominante, des Naṣrides de Grenade, eux-mêmes un temps embarrassés par l'opposition du pouvoir secondaire et concurrent des Banū Ašqīlūlā (entre 1266 et 1288). Quant aux Mérinides eux-mêmes, ils ne sont détenteurs que d'un pouvoir « éclaté » qui, sauf l'intermède véritablement centralisateur du sultan Abū 'l-Ḥasan (1331-1351), tend irrésistiblement à se disperser entre plusieurs chefs tribaux ou locaux. D'emblée, en effet, le fondateur même de la dynastie, Abū Yaḥyā (1244-1258), avait assigné par avance à chacune des tribus mérinides « une portion du territoire (en voie d'occupation) avec le droit d'en jouir à perpétuité et de s'en approprier les impôts » (p. 175).

Quant au régime à son déclin, après le fugace apogée de l'époque d'Abū 'l-Ḥasan et de son fils Abū ʿInān (1348-1358), on sait qu'il est marqué par un inexorable éparpillement du pouvoir entre de multiples autorités centrales ou locales : « Dynastiquement, l'affaiblissement prit le tour de la faillite. Entre les régents usurpateurs, les enfants intronisés à dessein, les sultans sans envergure, les cousins tués par noyade et les princes dépêchés par Grenade ou par Séville, il devenait difficile ... de parler d'autorité, ni même de dynastie » (p. 341). Si l'on fait l'effort d'entrer dans cette complexité inhérente à la période, mais que l'auteur, tout à sa volonté d'explication synthétique, n'aide pas toujours à pénétrer analytiquement, on accède à une grande « thèse » au double sens du mot, qui cherche à la fois à restituer la réalité des faits et à donner le sens profond d'événements déformés par les chroniqueurs officiels ou semi-officiels de l'époque, et encore insuffisamment rétablis par l'historiographie contemporaine. C'est à une critique véritablement décapante de sources mérinides que l'on savait partiales, mais que l'on n'avait jamais jusqu'ici exploitées aussi systématiquement dans cette perspective, que se livre l'auteur, en ce qui concerne en particulier la phase initiale de la dynastie, celle durant laquelle elle se substitue progressivement à l'autorité et au pouvoir almohades dans le nord du Maroc. Les déformations et le « non dit » des textes sont analysés avec une remarquable acuité, et l'hypothèse éclaire de façon souvent lumineuse le déroulement des faits. Un exemple entre beaucoup d'autres : l'historiographie traditionnelle situe à l'époque de l'occupation de Meknès par Abū Yaḥyā, en 1245, l'adoption par ce dernier des insignes de souveraineté, geste qui révélerait un projet déjà véritablement politique. D'une étude plus minutieuse des textes, et en particulier du plus récemment édité et moins nettement pro-mérinide *Bayān al-Muġrib,* Kably conclut que c'est vraisemblablement seulement trois ans plus tard, en 1248, que l'émir des Banū Marīn, dont les hommes avaient pillé le camp almohade après l'échec du calife al-Saʿīd devant Tlemcen, aurait utilisé pour la première fois des tambours et bannières fruit de ce pillage (p. 44-47). On voit la portée de ce détail, qui restitue à l'épisode un caractère accidentel, et marque avec force le fait que les Mérinides, qui à cette époque ont reconnu la souveraineté lointaine des Ḥafṣides, n'ont pas encore de projet politique et, servis par les circonstances, se contentent d'introduire un pouvoir « de substitution », fortement marqué de tribalisme, dans les zones d'où le califat almohade s'est retiré en quelque sorte de lui-même, du fait de la crise interne dont il souffre depuis la catastrophe de Las Navas en 1212.

Dira-t-on qu'entraîné par son ardeur critique l'auteur semble parfois dépasser quelque peu le but qu'il s'est fixé et frôler, mais à l'inverse, le travers « hagiographique » qu'il dénonce dans

BCAI 5 (1988) M. Kably: Société, pouvoir et religion au Maroc à la fin du Moyen Âge, recensé par P. Guichard
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

les sources? On sent percer en plus d'un passage une nostalgie pro-almohade et une certaine prévention anti-mérinide, explicables peut-être, compte tenu de la destruction d'un ordre grandiose opérée par la nouvelle dynastie, mais qui surprennent un peu dans un travail d'histoire (encore qu'elles puissent le rendre plus attachant et stimulant). Mais la richesse de l'ouvrage ne se limite certainement pas à cette démolition de la vision « officielle » de la mise en place du pouvoir mérinide. Elle réside, plus encore sans doute, dans l'analyse en profondeur du système politique marocain, et d'une façon plus générale maghrébin (voir p. 264 l'excellente analyse contrastée de la centralisation ḥafṣide et du système « à tendance structurellement éclatée » des régimes marocains, d'après un passage de Léon l'Africain), et dans sa mise en rapport avec les tendances économiques et intellectuelles du bas Moyen Age nord-africain. C'est à une vision d'ensemble de tout l'espace musulman occidental à l'époque mérinide, avec les ambitions califales de ce pouvoir et ses rapports constants avec le Maghreb central aussi bien qu'avec l'Andalousie, que tend l'ouvrage de Kably. Tout n'est peut-être pas nouveau dans les matériaux qui nourrissent ce travail, mais la très forte synthèse qui résulte du rassemblement de données déjà existantes dans la bibliographie (lien entre les courants commerciaux et la vie politique par exemple), de la volonté d'une exploitation radicalement critique des sources de toute nature (y compris, bien sûr, juridiques et biographiques), et de l'ambition d'histoire totale de l'auteur (les limites à cette ambition étant marquées par la nature même des sources) est, elle, vigoureusement novatrice. C'est, en particulier, tout le problème des origines du chérifisme qui se trouve restitué dans le cadre de la politique de légitimation des Mérinides, ainsi que bien d'autres faits de moindre portée par lesquels se prépare dès cette époque le Maroc moderne.

Un ouvrage aussi dense et puissamment conçu ne peut échapper à quelques critiques. L'affirmation de la présence d'artillerie à poudre dès le siège de Siǧilmāsa de 1274 étonne à une date aussi haute. Elle mériterait d'être mieux étayée ou discutée, d'autant plus que l'auteur en fait un point assez important d'une hypothèse intéressante sur la chronologie des rapports avec les puissances chrétiennes (p. 71 et 77; à ce sujet, voir *E.I.*[2], I, p. 1089). Le « parti pris » pro-almohade évoqué plus haut permet-il de dire qu'« on avait réussi à Marrakech sous (l'Almohade) al-Rašid à dépasser la contradiction éclatée entre cheikhs et Muminides » (p. 180)? Le problème, complexe et fondamental, des concessions foncières (*iqṭāʿ*s), est traité, je crois, trop vite, et d'une façon qui laisse un peu le lecteur sur sa faim (p. 196-198). Les sources, qui se réduisent presque en fait à l'Egyptien al-ʿUmarī, sont certes regrettablement pauvres; mais était-il impossible d'aller un peu plus loin? et le contraste avec le système almohade est-il aussi profond que l'auteur le pense? S'il y a, au niveau local, une telle « privatisation » du pouvoir (ou « féodalisation »), n'aurait-il pas été utile de fournir, s'il était possible, des exemples de ces enracinements locaux de tribus ou de chefferies sur une longue période? Et de mieux distinguer les concessions de droits de gouvernement et d'administration et les simples concessions foncières de « domaines » (*ḍiyāʿ*)?; s'il y a véritablement un processus avancé de féodalisation, comment le pouvoir sultanien peut-il, près d'un siècle après le début de la dynastie, procéder à une réforme fiscale aussi étatique que celle d'Abū'l-Ḥasan, un peu avant 1340? (p. 195-196). Ces quelques réserves de détail (auxquelles on pourrait ajouter des remarques touchant à de trop fréquentes erreurs d'impression ou orthographiques), ou les questions complémentaires que l'on aimerait poser à l'auteur, n'enlèvent rien à l'impression d'ensemble

BCAI 5 (1988) M. Kably: Société, pouvoir et religion au Maroc à la fin du Moyen Âge, recensé par P. Guichard
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

que l'on retire de ce livre : celle d'une belle thèse, qui vient admirablement combler une partie importante des vides historiographiques dont souffre encore le Moyen Age maghrébin. Qu'il s'agisse d'une thèse de Doctorat d'Etat montre que cet exercice universitaire n'est pas aussi passéiste qu'on le dit quelquefois. Que cette thèse ait été soutenue dans l'Université française honore celle-ci. Que l'auteur soit un chercheur marocain laisse bien augurer de la vitalité du médiévisme maghrébin.

Pierre GUICHARD
(Université de Lyon II)

Ahmed KHANEBOUBI, *Les premiers sultans mérinides (1269-1331) : Histoire politique et sociale* (préface de Bernard Guillemain). Paris, l'Harmattan, 1987. 15,5 × 24 cm., 245 p.

Ce n'est pas faire injure à l'auteur de ce livre que de dire d'emblée que l'ouvrage n'a pas la dimension de celui, qui paraît presque en même temps et porte également sur l'époque mérinide, de Mohamed Kably. La concomitance des deux publications et la proximité de leurs sujets oblige à une constatation au-delà de laquelle il serait tout à fait injuste d'aller, car le travail d'Ahmed Khaneboubi, qui doit être une thèse de 3e cycle ou « nouveau régime », et annonce une recherche plus importante sur « les institutions gouvernementales sous les Mérinides », ne voit nullement son utilité annulée par celui de Kably. Bien au contraire, même, car la vision analytique que ce dernier s'est abstenu de donner pour aller à ce qu'il jugeait l'essentiel, ce qui rend parfois difficile la lecture de son livre, se trouve inversement et presque complémentairement présentée dans celui de Khaneboubi.

Il s'agit en effet d'un travail à la fois moins volumineux et plus classique, offrant une première partie sur l'histoire de la première phase du sultanat mérinide, une seconde partie sur les institutions et une troisième et dernière sur l'organisation sociale et culturelle du Maghreb mérinide. La perspective est très différente de celle qui oriente l'ouvrage de Kably. En introduction, l'idée d'un makhzen fort et présent à tous les niveaux de la hiérarchie sociale, où tout s'organise en fonction de la volonté d'un sultan bien représenté par son clan dans toutes les instances de l'état (villes et tribus), appuyé par une armée solide, et considéré de façon peut-être un peu idyllique — mais en partie justifiée, pour les premiers souverains, par les chroniqueurs — comme « à la fois proche des petits problèmes de la vie quotidienne de l'homme de la rue comme de ceux des grands du royaume » (p. 22). En conclusion, la même idée « d'un Etat fortement centralisé (ce qui ne veut pas dire très structuré) fondé sur un système hiérarchique dont le noyau est à Fès » (p. 209). Il est dommage que l'auteur n'ait pas davantage justifié l'opposition qu'il introduit, à juste titre à mon avis, entre forte centralisation et faible structuration, qui me semble pouvoir s'appliquer en fait à beaucoup d'Etats musulmans du Moyen Age, du moins en Occident. Mais dans l'étude même des institutions, l'accent est mis exclusivement sur la centralisation hiérarchique. C'est dire que les faits de « féodalisation » et d'éclatement structurel de l'Etat, évoqués avec insistance par Kably, mais à mon avis un peu

BCAI 5 (1988) M. Kably: Société, pouvoir et religion au Maroc à la fin du Moyen Âge, recensé par P. Guichard
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net